



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS

**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2024**

EDITO DU PRÉSIDENT

Je vous remercie de consulter le rapport d'activités d'Agir ensemble pour les droits humains pour l'année 2024.

Cette année a été marquée par des reculs inquiétants pour l'État de droit dans de nombreuses régions du monde. Dans un contexte de crispation géopolitique et de montée des nationalismes, plusieurs gouvernements, dont celui de la France, ont choisi de réduire leur aide publique au développement, invoquant des impératifs budgétaires. Inspirés par le repli des États-Unis, ces choix affaiblissent les efforts de paix, de stabilité et de justice, et privent des millions de personnes des ressources nécessaires pour faire valoir leurs droits fondamentaux.

Ce désengagement est profondément regrettable. Il étouffe les contre-pouvoirs, isole les voix dissidentes et compromet l'avenir des sociétés civiles indépendantes. Dans ce contexte, les droits humains ne sont pas simplement négligés : ils sont activement menacés.

Agir ensemble n'a pas cédé à la résignation. Fidèles à notre mission, nous avons continué à protéger, soutenir et mobiliser. Nous avons maintenu le cap, même lorsque les vents contraires se sont renforcés.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à notre déléguée générale, à l'ensemble de l'équipe salariée, bénévole, ainsi qu'aux volontaires qui font vivre cette organisation. Merci à notre conseil d'administration, pour son soutien indéfectible. Merci aussi à nos partenaires financiers pour leur confiance renouvelée.

Mais surtout, je veux saluer nos partenaires de terrain. Ils et elles sont les gardien-nes de cette idée essentielle : les droits humains ne se décrètent pas, ils se vivent, se défendent, s'incarnent.



— Tim Hughes

MOT DE LA DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

Le contexte des droits humains dans le monde en 2024 a été marqué par un net recul des valeurs et des principes qui guidaient, dans les dernières décennies, les rapports entre les pays et les peuples et une remise en question insidieuse et progressive du droit international et des droits humains.

C'est dans cet environnement hostile, tant sur le plan idéologique que budgétaire, que notre association a continué à militer coûte que coûte pour les droits humains. Comme vous le lirez dans ce rapport nous avons soutenu des centaines de DDH, et d'organisations de la société civile locale qui œuvrent à la défense des droits dans des contextes de plus en plus complexes et parfois au péril de leur sécurité.

Notre travail s'est appuyé sur des liens solides, construits dans la durée, dans le cadre d'une relation partenariale égalitaire avec les organisations que nous soutenons. Il repose sur la confiance mutuelle, l'écoute, le respect des dynamiques locales et l'adaptation continue aux réalités de terrain.

Je tiens ici à les remercier et à leur exprimer ma plus profonde admiration et gratitude pour leur engagement permanent et sans faille pour les droits humains. Je remercie aussi toute l'équipe d'Agir Ensemble pour son investissement, et professionnalisme, sans eux, ces projets ne pourraient être menés à bien.

Enfin, un grand merci au conseil d'administration de l'association, son bureau, son président, toujours présents et investis pour le bien des programmes. Et bien sur tous nos partenaires financiers, qui seront mentionnés dans le cadre de ce rapport, et sans qui nous ne pourrions mener à bien nos missions.



— Carole Martin de Champs

SOMMAIRE

02	EDITO DU PRÉSIDENT & MOT DE LA DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE
04	SOMMAIRE
06	CONTEXTE & VISION
08	RÉTROSPECTIVE 1989-2024
10	2024 EN CHIFFRES
12	CONTEXTE MONDIAL, NATIONAL ET LOCAL DES DROITS HUMAINS
14	NOS ACTIONS DE PROTECTION DES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS EN 2024 • NOTRE STRATÉGIE DE PROTECTION • LES CHIFFRES MARQUANTS 2024 • PROJET DÉFENSEUR·ES : INITIATIVE POUR LES DÉFENSEUR·ES DES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE • PROJET LYON VILLE REFUGE : UN REFUGE TEMPORAIRE POUR CELLES ET CEUX QUI DÉFENDENT NOS DROITS • PROJET PP-DDH : PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO • PROJET RISC : RENFORCER LES INITIATIVES POUR LA PROTECTION HOLISTIQUE, LA SÉCURITÉ ET L'ENGAGEMENT DES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS À L'EST DE LA RDC • PROGRAMME WHRD WINDOW - SAFETY NET : AMÉLIORATION DE LA SÛRETÉ, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ DES FEMMES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS

26	NOS ACTIONS DE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN 2024 • DES AXES D'ACTION CONSOLIDÉS EN 2024 : RENFORCER LES CAPACITÉS, SOUTENIR LES INITIATIVES, FAIRE PROGRESSER L'ÉQUITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE • PROJET ACT-VBG : AGIR CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE • PROJET CITOYENNES ENGAGÉES : RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES FEMMES AU GABON • PROJET DEFI : DÉVELOPPER ET FAVORISER LES INITIATIVES DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE • PROJET BUENAVENTURA : FEMMES, ENFANTS ET JEUNES LIBRES DE VIOLENCE À BUENAVENTURA • PROJET HOPE : HOLISTIC PROTECTION & EQUITY • PROJET DE SOUTIEN AU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES DÉFENSEUR·SES DE L'ENVIRONNEMENT
36	NOS ACTIONS DE PLAIDOYER EN 2024 : SE MOBILISER AUPRÈS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES
40	NOS PERSPECTIVES EN 2025 : ENTRE RÉSISTANCES ET RÉSILIENCE
44	VIE ASSOCIATIVE & GOUVERNANCE • NOTRE ÉQUIPE EN 2024 • ORGANIGRAMME 2024
48	BILAN FINANCIER 2024
54	NOS ALLIÉ·ES EN 2024 • NOS PARTENAIRES SUR LE TERRAIN • NOS RÉSEAUX & ACCÉDITATIONS • NOS PARTENAIRES TECHNIQUES & FINANCIERS
62	AGISSEZ AVEC NOUS

CONTEXTE & VISION

1 - QUI SOMMES-NOUS ?

Agir ensemble pour les droits humains est une ONG française fondée en 1992, après trois années d'existence informelle. Notre vocation = s'allier avec les acteur·rices de la société civile engagé·es sur leurs terrains dans la lutte contre les violations des droits humains. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et à soutenir leur émergence.

2 - QUI SONT LES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS (DDH) ?

Un·e défenseur·se des droits humains est toute personne qui agit, de manière pacifique, pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux : qu'il s'agisse de lutter contre les violences, défendre les libertés, promouvoir l'égalité ou protéger l'environnement. Ils peuvent être militant·es, journalistes, avocat·es, artistes, membres d'associations ou simples citoyen·nes engagé·es.

Parce que leur engagement est essentiel à nos sociétés, nous agissons à leurs côtés pour qu'ils puissent continuer à lutter sans peur, sans isolement, sans silence. Agir ensemble est l'une des rares ONG françaises à intervenir spécifiquement en soutien aux défenseur·ses des droits humains, avec une approche intégrée mêlant protection individuelle, accompagnement collectif et plaidoyer structurel.

3 - NOTRE APPROCHE :

Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec des organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'égalité, la confiance, l'échange, le respect et la réciprocité. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.

4 - NOS TROIS PILIERS D'ACTION :



Protéger

Nous apportons un soutien direct, réactif et holistique aux DDH menacé·es : aide d'urgence, relogement, appui juridique, soutien psychosocial, sécurité numérique.



Soutenir

Nous soutenons financièrement et techniquement des organisations qui défendent les droits humains, en les aidant à se structurer, se former, se financer et se faire entendre.



Dénoncer

Nous amplifions la voix des DDH auprès des institutions nationales et internationales, en produisant et diffusant des plaidoyers et savoirs dans une logique interassociative.

5 - NOS AXES D'ACTIONS :



État de droit & gouvernance démocratique

Promouvoir l'Etat de droit, la gouvernance démocratique et la mobilisation citoyenne.



Protection des DDH

Assurer la protection des défenseur·ses des droits humains en danger et la lutte contre la torture, les arrestations et détentions arbitraires.



Droits des femmes et égalité de genre

Promouvoir les droits des femmes, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre.



Droits des minorités sexuelles et de genre

Faire respecter les droits des minorités sexuelles et de genre et contribuer à la lutte contre les discriminations à leur rencontre.



Droits des peuples Autochtones

Faire respecter les droits des peuples autochtones, leurs cultures et leurs terres.

6 - NOS VALEURS :

Nous plaçons la dignité, la solidarité, la justice sociale et l'autonomie des acteur·ices locaux·ales au cœur de notre action.

Nous agissons en lien étroit avec des réseaux associatifs et des coalitions, en France comme à l'étranger, avec une attention particulière portée aux contextes autoritaires, post-conflits ou fragilisés.

RÉTROSPECTIVE 1989-2024

Création d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme par André Barthélémy.

1989

Agir ensemble obtient le Statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

1993

Obtention du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC), organe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

1998

Lancement en RDC du projet RISK (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des Kivus).

Lancement au Congo du projet MANDAT (Mobiliser et Animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la Détention Arbitraire et la Torture en République du Congo).

2016

Départ de John Edmundson et arrivée de Tim Hughes à la présidence de l'association.

2017

Lancement du Projet DEFI II (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique Centrale - Phase 2).

Lancement du projet PDH 1 (Plateforme Droits de l'Homme Phase 1).

2018

Lancement en Rhône-Alpes du projet ACTES (Action et Concertation contre le Trafic et l'Esclavage Sexuel).

2005

Lancement du projet de défense des droits des personnes détenues en Afrique.

2008

Lancement en RDC du programme CIVIK (Consolider, Impulser et Valoriser les Initiatives de la société civile au Kivu).

2009

Célébration du 30ème anniversaire d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et du 20ème anniversaire du Fonds d'Urgence.

Lancement du projet RISK II (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs dans les Kivu - Phase 2) en République Démocratique du Congo.

Lancement du projet PROTECTION avec Tournons La Page (TLP), dans les pays des 10 coalitions membres de TLP: Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo.

2019

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme change de nom et devient Agir ensemble pour les droits humains.

Lancement du projet PACTE (Prévenir et Agir Contre la Torture et les détentions arbitraires Ensemble) en République du Congo.

Lancement du projet BUENAVENTURA (Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura) en Colombie.

2020

Nomination de Michel Forst comme conseiller spécial.

Lancement du projet PDH 2 (Plateforme Droits de l'Homme Phase 2).

Lancement du projet DEFI 3 (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile Phase 3).

Lancement du projet Protection 2.

Lancement du projet RISC (Renforcer les initiatives pour secourir les défenseurs des droits humains de la RDC).

2021

Lancement en Mauritanie du projet FAM (Former et Agir en Mauritanie pour les droits des femmes et le renforcement de la société civile).

2010

Lancement en RDC du projet DECLIK (Développer et Conforter les Initiatives des Défenseurs des Droits de l'Homme dans les Kivu).

Départ d'André Barthélémy et arrivée de John Edmundson à la présidence de l'association.

2012

Lancement du projet DEFI (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile) en Afrique centrale.

Lancement en RDC du projet APPEL (Accompagner l'Accès aux droits des Peuples Pygmées et Encourager une réforme de la Loi foncière en RDC).

2014

Lancement de l'Initiative pour les défenseur-es des droits humains dans le monde.

Lancement du projet Lyon Ville Refuge.

Lancement du projet WHRD Window - Safety net.

Lancement du projet PPDDH (Protection et Promotion des droits des défenseurs des droits humains en République Démocratique du Congo).

Statut consultatif auprès des l'Organisation Internationale de la Francophonie

2022

Lancement Projet de soutien au rapporteur spécial des défenseur-ses de l'environnement - Michel Forst

2023

Lancement du projet ACT-VBG (Agir contre toutes les formes de violences basées sur le genre) au Gabon.

Lancement du projet HOPE (Holistic Protection & Equity) en Afrique Centrale, Afrique de l'Ouest et dans le Caucase.

2024

2024

EN CHIFFRES

13 PROJETS

- Buenaventura
- Citoyennes engagées
- Soutien au Rapporteur spécial des défenseur-ses de l'environnement
- DEFI 3
- Lyon Ville Refuge
- RISC
- PP DDH
- WHRD Window - Safety Net
- Initiative pour les défenseur-ses des droits humains dans le monde
- Fonds d'urgence
- Plateforme des Droits Humains
- HOPE
- ACT-VBG

9 VISITES SUR TERRAIN

DEFI 3	1
ACT VBG	1
HOPE	2
LVR	4

BUDGET EN 2024

2 728 000 €

+ 37 000 € par rapport à 2023

206 défenseur-ses des droits humains protégé-es

24 PAYS D'ACTION

Partenaires de mise en œuvre	44
Nos réseaux	19
Salarié-es	21
Volontaires en service civique	4
Stagiaires	6
Volontaires de solidarité internationale	3
Bénévoles	11

Administrateur-rices	15
Donateur-rices	61
Adhérent-es	60

CONTEXTE MONDIAL, NATIONAL ET LOCAL DES DROITS HUMAINS



1 UN REcul GÉNÉRALISÉ DU RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

En 2024, les droits humains ont continué de reculer dans de nombreuses régions du monde. Ce repli est alimenté par la montée des régimes autoritaires, le mépris croissant vis-à-vis du droit international, et la remise en cause des institutions démocratiques.

Dans plusieurs pays, les processus électoraux ont été entachés d'irrégularités, tandis que la liberté d'expression, de réunion et d'association a été restreinte. Les associations, syndicats, lanceurs-ses d'alerte et défenseurs-ses des droits humains sont ciblés par des lois liberticides, des campagnes de stigmatisation ou des baisses drastiques de financements.

2 DES CONFLITS DÉVASTATEURS ET UN DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE BAFOUÉ

L'année 2024 a été marquée par la poursuite de conflits armés aux conséquences humaines dramatiques : en Ukraine, à Gaza, au Soudan, ou encore en République Démocratique du Congo.

Dans ces contextes, les attaques contre les civiles, les violations massives du droit international humanitaire et l'impunité généralisée ont mis à rude épreuve les principes mêmes du système multilatéral. Le silence ou l'inaction de nombreux États face à ces violations contribuent à une normalisation alarmante de l'impunité.



3 DES GROUPES CIBLÉS ET CRIMINALISÉS

Les femmes, les minorités sexuelles et de genre (MSG), les peuples Autochtones ou les minorités religieuses ont été les cibles privilégiées de nouvelles lois répressives.

En Afghanistan, les Talibans poursuivent leur politique d'effacement des femmes de l'espace public. En Géorgie ou en Hongrie, les droits des personnes LGBTQI+ ont été attaqués par des législations discriminantes.

À travers le monde, les défenseur-ses de ces droits sont confrontées à la criminalisation, aux menaces, à la stigmatisation et à des violences multidimensionnelles, notamment physiques ou sexuelles.



4 UNE SOCIÉTÉ CIVILE SOUS PRESSION, MAIS RÉSILIENTE

Malgré ce contexte difficile, des mouvements de résistance et des actions militantes ont joué un rôle crucial dans la lutte contre les violations des droits humains.

Les organisations de la société civile, activistes, défenseur-ses des droits humains continuent d'assurer un rôle essentiel et de plus en plus important et indispensable dans ce contexte de restriction des droits.

Certains États ont aussi mené des actions fortes en faveur des droits humains, par exemple l'Afrique du Sud a déposé une plainte contre Israël à la CIJ ce qui a largement contribué à faire reconnaître et appliquer le droit international

NOS

ACTIONS DE PROTECTION EN 2024



**STRATEGIE
CHIFFRES
PROJETS**

PROTECTION

DES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS

L'association a poursuivi son engagement en 2024 pour protéger les défenseur·ses des droits humains (DDH) face à un contexte mondial particulièrement hostile à leur égard. Les violations des droits fondamentaux visant à intimider, décourager, voire éliminer les DDH qui osent élever la voix (assassinats, disparitions forcées, déplacements forcés, détentions arbitraires, criminalisation, violences physiques et sexuelles, menaces, harcèlement, stigmatisation, etc.) continuent d'être une réalité quotidienne, malgré l'adoption en 1998 de la Déclaration des Nations-Unies sur les défenseur·ses des droits humains, qui souligne qu'ils·elles doivent être appuyé·es et protégé·es dans le cadre de leurs activités.



PROTECTION HOLISTIQUE

La protection des défenseurs·es des droits humains (DDH) est au cœur de l'action d'Agir ensemble. En 2024, aux côtés des DDH soutenu·es par l'association, Agir ensemble a continué à documenter les pressions exercées à leur encontre et à faire connaître leur engagement pour améliorer leur protection. Certain·es DDH courent un risque particulièrement élevé en raison de la nature de leur travail, des questions sur lesquelles ils·elles interviennent, du contexte dans lequel ils·elles opèrent, de leur situation géographique ou de leur appartenance à un groupe particulier. Agir ensemble s'assure que leurs besoins spécifiques soient pris en compte, conformément à l'approche intersectionnelle centrale à ses activités de protection.

Agir ensemble apporte une protection holistique des DDH, à travers la mise en place d'actions de protection réactive pour fournir une assistance rapide à des personnes en danger immédiat; et via des activités de protection préventive pour contribuer à un environnement plus protecteur des DDH. L'objectif est de renforcer la capacité des DDH à se protéger et à défendre leurs droits en milieu hostile, tout en sensibilisant le grand public et les institutions aux enjeux de leur protection. Ce soutien se matérialise notamment par une aide juridique, la prise en charge de besoins psycho-sociaux, un appui médical, la mise en réseau et le plaidoyer, ou encore le renforcement des capacités liées à la sécurité. Pour coordonner ces activités, Agir ensemble travaille étroitement avec des organisations partenaires basées dans les pays d'origine des DDH auquel·le·s nous apportons un soutien.



PROTECTION RÉACTIVE

A travers les projets de protection réactive d'Agir ensemble, en 2024 ce sont 206 défenseur·ses des droits humains qui ont bénéficié d'un soutien en urgence pour avoir accès aux services nécessaires à leur mise en sécurité. Les DDH ont été soutenu·es, dans 5 pays, pour un montant total de 264 000 euros. En 2024, notre soutien a principalement permis à ces défenseur·ses de se relocaliser temporairement ou d'obtenir un appui psychosocial. Dans la majorité des cas, les DDH étaient menacé·es par des groupes armés non-étatiques et faisaient face à des menaces verbales ou écrites et des arrestations arbitraires. En 2024, la majorité des défenseur·ses soutenu·es oeuvraient en faveur des droits humains en général et 20% en faveur des droits des femmes en particulier.

Par ailleurs, en 2024, près de 80% des défenseur·ses soutenu·es se situaient en zone rurale ou reculée. La majorité des DDH ayant reçu une protection avait entre 30 et 45 ans.

PROTECTION RÉACTIVE

CHIFFRES MARQUANTS EN 2024

206

DÉFENSEUR·SES DES
DROITS HUMAINS (DDH)
PROTÉGÉ·ES

264 000 €

DÉDIÉS AUX ACTIONS DE
PROTECTION D'URGENCE



58%

DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT
DES MILITANT·ES
BÉNÉVOLES

23%

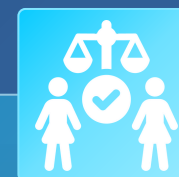
des chargé·es et coordinateur·ices de
projet

10%

des dirigeant·es, directeur·ices,
président·es d'OSC

6%

des journalistes



20%

DES DDH PROTÉGÉ·ES
LUTTENT POUR LES DROITS
DES FEMMES

15%

pour la promotion de l'Etat de droit et
la gouvernance démocratique

5%

pour la paix et la cohabitation
pacifique



42%

DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT
VICTIMES DE MENACES
VERBALES OU ÉCRITES

16%

d'arrestations ou de détentions
arbitraires

13%

de violences physiques

6%

de poursuites judiciaires



58%

DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT
MENACÉ·ES PAR DES GROUPES
ARMÉS

30%

PAR LES AUTORITÉS
LÉGALES



PROJET : "DÉFENSEUR·ES"

INITIATIVE POUR LES DÉFENSEUR·ES DES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE

En 2024, le projet Défenseur·es a intensifié ses efforts pour protéger et renforcer les capacités des DDH face à un environnement de plus en plus hostile.

FORMATIONS CLÉS ANIMÉES :

- Formations aux droits et au plaidoyer national auprès de 124 DDH au Togo et en Côte d'Ivoire ;
- Formation sur la sécurité physique et numérique à destination de 30 DDH au Congo et en Côte d'Ivoire ;
- Sensibilisation des représentations diplomatiques (agent·es du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et de l'Agence Française de Développement) à Paris et en Côte d'Ivoire sur les droits humains et la protection des DDH ;
- Formation des membres de la Plateforme des Droits Humains (PDH) sur la protection des DDH.

PLAIDOYER INTERNATIONAL :

En parallèle, 15 actions de plaidoyer au niveau national et international ont été menées, notamment auprès de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples et des autorités nationales. Un cadre de concertation entre représentations diplomatiques françaises et DDH s'est tenu en Côte d'Ivoire en vue d'une meilleure intégration de ces enjeux dans leurs pratiques.

ÉTUDE SECTORIELLE :

L'année 2024 a également vu la finalisation d'une étude sur « les pratiques d'inclusion et de protection des DDH et partenaires en danger dans le secteur de la solidarité et de la coopération internationale » qui propose des pistes concrètes pour que ce secteur intègre la protection des DDH dans leur stratégie.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République du Congo, Côte d'Ivoire, France, Liban, Madagascar, Mexique, Togo

Durée : 3 ans

Budget : 1 323 439 €

Partenaires : Fédération internationale des ACAT, Plateforme des Droits Humains (PDH), Tournons la Page (TLP), Association Francophone des Commissions Nationales des Droits de l'Homme (AFCNDH)

Financeurs : Agence Française de Développement (AFD), Fondation de France et Open Society Foundations

CHIFFRES CLÉS

154

défenseur·ses formé·es

15

actions de plaidoyer

6

organisations soutenues financièrement



PROJET : "LYON VILLE REFUGE "

UN REFUGE TEMPORAIRE POUR CELLES ET CEUX QUI DÉFENDENT NOS DROITS

OBJECTIFS DU PROGRAMME :

Le programme Lyon Ville Refuge vise à contribuer à la protection des défenseur·ses des droits humains empêché·es dans leurs activités ou ayant besoin de s'éloigner temporairement de leur environnement pour se reposer, en leur offrant une relocalisation temporaire à Lyon.

En 2024, le programme a reçu un soutien financier de la part de la Ville de Lyon, Protect Defenders.eu, Freedom House, Elisabeth Selbert Initiative, Organisation Mondiale Contre la Torture et la Chaire Lyonnaise des Droits Humains et Environnementaux.

ACCOMPAGNEMENTS PROPOSÉS :

- Les défenseur·ses accueilli·es ont notamment pu :
- Suivre des cours de français via l'ENS et La Cimade ;
 - Participer à des formations à l'UCLy et à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Lyon ;
 - Bénéficier de nombreuses opportunités de plaidoyer à Paris, Genève et Bruxelles ;
 - Bénéficier d'un accompagnement psycho-social.

SENSIBILISATION ET COOPÉRATIONS :

La population lyonnaise a également été sensibilisée à la situation des défenseur·ses dans le monde, par le biais de publications d'articles, de brochures, et d'événements, notamment en partenariat avec le Secours Populaire du Rhône.

En 2024, Agir ensemble a poursuivi la création de synergies avec différents programmes français et européens de relocalisation temporaire des DDH, tels que la Plateforme Européenne de Relocalisation Temporaire (EUTRP), le réseau Shelter City, ou encore le International Cities of Refuge Network.

FICHE TECHNIQUE

Pays : France

Durée : depuis 2021

Budget : 97 642,04 € (dont 14 446 € de mise à disposition à titre gratuit)

Partenaires et financeurs : Ville de Lyon, Protect Defenders.eu, Freedom House, Elisabeth Selbert Initiative, Organisation Mondiale Contre la Torture, Chaire Lyonnaise des Droits Humains et Environnementaux

BÉNÉFICIAIRES ACCUEILLI·ES EN 2024

- Une artiste yéménite a suivi des cours pour poursuivre son art en faveur des droits humains.
- Une défenseuse des droits de l'environnement et des droits des populations Autochtones en République Démocratique du Congo (RDC) a été accueillie pour bénéficier d'opportunités de plaidoyer et renforcer ses capacités.
- Un défenseur des droits des femmes et des enfants en RDC a eu l'opportunité de renforcer ses compétences à travers des formations.



PROJET : "PP-DDH"

PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

OBJECTIF DU PROJET :

Le projet PP-DDH, initié le 1er juin 2022 et couvrant les 26 provinces de la République Démocratique du Congo, vise à soutenir et protéger les défenseur·ses des droits humains (DDH), et à renforcer les capacités des acteur·ices de la société civile et des autorités locales en matière de protection des droits humains.

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

Protection aux DDH en danger :

60 défenseur·ses des droits humains, exposées à des menaces directes ou à des représailles liées à leurs activités, ont bénéficié d'un soutien adapté à leur situation.

Soutien aux mécanismes de protection collective :

Le projet a permis de renforcer 26 réseaux de protection locaux répartis sur l'ensemble du territoire congolais. Ces réseaux, composés d'ONG, de collectifs citoyens et de relais communautaires, ont été soutenus via des subventions en cascade, afin de développer des stratégies collectives de prévention, d'alerte et de réponse rapide en cas de menaces.

Consolidation d'espaces de dialogue :

26 ateliers de formation ont été organisés à l'attention de 390 représentant·es des autorités locales (préfet·es, magistrat·es, forces de sécurité), afin de renforcer leurs connaissances sur leur rôle dans la protection des droits humains. Ces sessions ont été suivies de la création, ou du renforcement, d'espaces de dialogue multi-acteur·ices, réunissant autorités publiques, OSC, journalistes et communautés locales.

FICHE TECHNIQUE

Pays : République démocratique du Congo
Durée : 29 mois (juin 2022 – novembre 2024)
Budget : 1 685 000 €

INFORMATIONS CLÉS

- 60 défenseur·ses soutenu·es
- 26 réseaux de protection renforcés
- 390 autorités locales formées
- 26 ateliers organisés dans toutes les provinces de RDC



PROJET RISC

RENFORCER LES INITIATIVES POUR LA PROTECTION HOLISTIQUE, LA SÉCURITÉ ET L'ENGAGEMENT DES DÉFENSEUR·SES DES DROITS HUMAINS À L'EST DE LA RDC

OBJECTIF DU PROJET :

Le projet RISC vise à renforcer la protection holistique des défenseur·ses des droits humains (DDH) de l'Est de la RDC, une région marquée par un contexte sécuritaire très volatile et de nombreuses violations des droits humains, commises par les groupes armés (dont le Mouvement du 23 Mars), les autorités légales et avec le soutien d'Etats frontaliers.

AXES D'ACTION :

Protection réactive :

En 2024, 97 défenseur·ses ont reçu un soutien d'urgence, individualisé et holistique. Ce soutien a pris la forme de soins médicaux, d'accompagnement psychologique, d'assistance juridique, ou de relocalisation temporaire.

Protection collective :

Le projet a accompagné et soutenu 4 réseaux de protection, afin de renforcer les capacités locales d'identification, de prévention et de réaction face aux risques pesant sur les DDH.

Plaidoyer et sensibilisation :

Le projet a également mené plusieurs actions pour contribuer à un environnement juridique et politique plus protecteur :

- Réalisation d'une brochure de vulgarisation de la Loi n° 23/027 du 15 juin 2023 sur la protection des DDH, afin d'en faciliter l'appropriation par les acteur·ices locaux·ales ;
- Participation à l'Examen Périodique Universel (EPU) de la RDC, organisé par le Conseil des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

FICHE TECHNIQUE

Pays : République Démocratique du Congo (Est du pays)
Durée : 3 ans (septembre 2021 – août 2024)
Budget : 877 517 €
Partenaires techniques : Synergie Ukingo Wetu (SUWE), SOS Information Juridique Multi-Sectorielle (SOS-IJM)
Partenaire financier : Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas

INFORMATIONS CLÉS

- 97 défenseur·ses soutenu·es en situation d'urgence en 2024
- 4 réseaux de protection accompagnés et renforcés dans l'Est de la RDC
- 1 brochure de vulgarisation de la nouvelle loi sur les DDH diffusée localement

Engagement onusien : participation à l'Examen Périodique Universel (EPU) de la RDC, au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève

PROGRAMME : "WHRD WINDOW SAFETY NET"



AMÉLIORATION DE LA SÛRETÉ, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ DES FEMMES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS

OBJECTIF DU PROJET :

Le WHRD Window Safety Net est un programme du Women's Peace & Humanitarian Fund, mis en œuvre avec sept partenaires.

Partant du constat que les femmes défenseuses des droits humains sont doublement exposées en contexte de crise – en raison de leur engagement et de leur genre – le projet vise à renforcer leur sécurité, leur sûreté et leur santé. Il propose un soutien d'urgence flexible et rapide (financier et logistique), permettant d'assurer leur protection et la poursuite de leur action en faveur de sociétés plus inclusives et pacifiques.

AXES D'ACTION :

Dans ce cadre, Agir ensemble couvre les dix pays suivants : Burundi, Cameroun, Colombie, Liberia, Malawi, Ouganda, Guatemala, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad.

Le soutien, plafonné à \$10.000 USD pour une durée maximale de six mois, est conçu de manière holistique et adapté aux besoins spécifiques des femmes défenseuses. Il peut inclure une relocalisation temporaire, un appui aux personnes à charge, de l'équipement, ou encore un soutien judiciaire, médical ou psychosocial.

Lancé en septembre 2022 et renouvelé deux fois, le projet dispose d'un budget total de \$715.209 USD. En 2024, 43 femmes défenseuses ont été soutenues pour un montant total de \$83.180 USD.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Cameroun, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Burundi, Malawi, Tchad, Liberia, Guatemala, Colombie, Ouganda

Durée : depuis septembre 2022

Budget : \$715.209 USD

Partenaires : Frontline Defenders, Euromediterranean Foundation to Support Human Rights Defenders (EMHRF), DefendDefenders, Madre, Mina's List, FORUM ASIA, Gender Equality Network (GEN)

Financeurs : Multi-Partner Trust Fund Office, Women's Peace & Humanitarian Fund



NOS

ACTIONS DE SOUTIEN EN 2024



STRATEGIE
PROJETS
CHIFFRES

SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS



RENFORCER LES CAPACITÉS, SOUTENIR LES INITIATIVES, FAIRE PROGRESSER L'ÉQUITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Depuis 1989, nous mettons en place des partenariats avec des associations locales en apportant une aide financière et technique à leurs projets. Nous soutenons l'essor et l'émergence de ces organisations, ainsi que leur leadership en renforçant leurs capacités d'action et leurs capacités organisationnelles, institutionnelles, etc.

Notre organisation accorde la priorité aux associations fiables, compétentes dans leur domaine et de taille modeste ou émergentes qui ont difficilement accès aux partenariats et financements internationaux.

Nous établissons avec nos partenaires des liens forts et durables, respectueux de leurs modes d'action sur le terrain. Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec ces organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'égalité, la confiance, l'échange, le respect et la réciprocité. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.

6

nouveaux projets
développés en 2024

32

réseaux soutenus
grâce à nos projets

14

FINANCEMENTS
EN CASCADES

34

FORMATIONS
RÉALISÉES

11

ATELIERS DE
CAPITALISATION



2024 : DES AXES D'ACTION CONSOLIDÉS

CETTE ANNÉE A PERMIS D'ANCER PLUSIEURS DE NOS GRANDS AXES STRATÉGIQUES EN MATIÈRE DE SOUTIEN À LA SOCIÉTÉ CIVILE :



DROITS DES FEMMES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

Le projet ACT VBG (Agir Contre Toutes les Formes de Violences Basées sur le Genre), lancé en 2024 au Gabon, vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile engagées contre les violences faites aux femmes. Ce projet, financé par l'Union Européenne, prolonge les dynamiques initiées par le projet Citoyennes engagées, qui s'est clôturé cette année.

Parallèlement, le projet mené à Buenaventura, en Colombie, est entré dans sa phase 3 avec le soutien de l'AFD. Il œuvre à la construction d'environnements protecteurs pour les femmes et les enfants, dans une ville fortement marquée par les violences de genre.



DÉFENSE DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE (MSG)

Agir ensemble a adopté en 2021 une stratégie interne ambitieuse sur la protection des minorités sexuelles et de genre. Cette avancée s'est traduite sur le terrain par le lancement d'un projet plurirégional et multi-pays, mené en consortium avec plusieurs organisations internationales et organisations de la société civile locales.

Ce programme vise à renforcer les mécanismes de protection des minorités déjà existants, mais aussi à contribuer activement à la reconnaissance juridique et sociale des droits des minorités sexuelles et de genre. Il s'inscrit dans la continuité du projet DEFI (Développer et Favoriser les Initiatives des Organisations de défense des droits humains en Afrique centrale), clôturé en 2024, qui avait déjà permis de soutenir des initiatives émergentes en Afrique centrale.



PROJET : "CITOYENNES ENGAGÉES"

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES FEMMES AU GABON

OBJECTIF DU PROJET :

Le projet « Citoyennes engagées », initié en novembre 2021, s'est clôturé à la fin de l'année 2024. Il a permis à Agir ensemble, grâce à un premier financement de la Délégation de l'Union européenne au Gabon, d'accompagner le Réseau Femme Lève Toi et Brainforest à se déployer dans le pays. À ce titre, des partenariats précieux ont été noués en faveur de l'émergence de la société civile gabonaise, en particulier celle engagée pour la défense des droits des femmes.

AXES D'ACTION :

Afin de renforcer le pouvoir d'agir des femmes au Gabon, le consortium de quatre organisations partenaires s'est attaché à :

- diffuser des informations vulgarisées, accessibles et actualisées sur les droits des femmes dans le pays ;
- renforcer et mettre en réseau les organisations de la société civile gabonaise afin qu'elles puissent soutenir plus efficacement les femmes victimes de violences basées sur le genre (VBG).

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

La dernière année du projet a été principalement consacrée à la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation numérique à l'échelle nationale, déployée entre février et juin 2024. Elle a abordé successivement quatre thématiques à travers sept types de canaux de diffusion.

Le programme de renforcement des capacités, initialement destiné aux co-demandeurs du projet, s'est également achevé au cours de cette période. Il a largement dépassé les attentes, avec 32 sessions de formation au bénéfice d'une vingtaine d'organisations de la société civile, couvrant des thématiques variées.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Gabon
Durée : 3 ans (novembre 2021 - novembre 2024)
Budget : 429 906€

Partenaires : Réseau Femme Lève-Toi (ReFLeT),
Brainforest et Initiative Développement (ID)

Financeurs : Union européenne, Agence française de
développement (AFD), Ambassade de France au Gabon,
National Endowment for Democracy (NED)



PROJET : "ACT-VBG"

AGIR CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

OBJECTIF DU PROJET :

Le projet ACT-VBG (Agir Contre Toutes les Formes de Violences Basées sur le Genre), lancé en janvier 2024 au Gabon, s'inscrit dans une stratégie ambitieuse de soutien à la société civile et de renforcement de la lutte contre les VBG. Mis en œuvre aux côtés du Réseau Femme Lève-Toi, ce projet agit à la fois sur l'appui aux structures locales, la sensibilisation communautaire, et la prise en charge directe des victimes.

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

Ouverture de la permanence ACT-VBG :

La permanence du projet a été inaugurée en 2024 au siège du partenaire local, le Réseau Femme Lève-Toi. Une chargée d'accompagnement dédiée y accueille, oriente et soutient les victimes de violences basées sur le genre.

Lancement du plaidoyer STOP-VBG :

Le groupe multi-acteurs ACT-VBG a été mobilisé pour la rédaction et la diffusion d'une note de plaidoyer, intitulée : «Violences Basées sur le Genre : Prévention, Prise en charge et Accompagnement». Ce plaidoyer constitue un socle commun de revendications, pour améliorer la politique publique en matière de prévention et d'accompagnement des victimes.

Mobilisation communautaire à Libreville :

Une méthodologie de mobilisation sociale a été mise en œuvre dans un quartier défavorisé de Libreville, afin de sensibiliser la population locale à la prise en charge des violences subies par les jeunes filles.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Gabon
Durée : 36 mois (1er janvier 2024 - 31 décembre 2026)
Budget : 780 105,32 €
Partenaires : Réseau Femme Lève Toi (ReFLeT) et
Initiative Développement (ID)
Financeurs : Union européenne et Ambassade de
France au Gabon

INFORMATIONS CLÉS

52 femmes ont été reçues à la permanence

46% d'entre elles ont bénéficié d'une prise en charge : psychologique, financière ou formative

Les violences recensées se répartissent entre violences économiques (37 %), psychologiques (29 %) et physiques (21 %).



PROJET : "DEFI"

DÉVELOPPER ET FAVORISER LES INITIATIVES DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE

Lancé en 2014, le projet DEFI (Développer les Énergies Féminines et Inclusives) a accompagné pendant près de dix ans des organisations émergentes d'Afrique centrale engagées dans la promotion des droits humains. Clôturé en juin 2024, il a marqué une étape clé dans le soutien structurel et stratégique aux OSC locales, notamment sur les thématiques des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre (MSG), priorisées à l'occasion de la phase 3 du programme.

OBJECTIFS ET PARTENARIAT :

La phase 3 du projet DEFI (2021–2024), co-portée avec Initiative Développement (ID), avait pour ambition de soutenir des projets de terrain à fort impact social, tout en accompagnant les organisations de la société civile (OSC) dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et institutionnelles. Elle visait également à structurer un réseau régional pérenne d'organisations de défense des droits humains en Afrique centrale, en favorisant la mise en lien, les échanges de pratiques et l'élaboration de stratégies collectives.

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

En 2024, le projet DEFI a connu une phase de consolidation marquée par la clôture des 8 projets financés en cascade dans quatre pays (Cameroun, Congo, Gabon, RDC), avec des impacts significatifs, notamment sur les droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre (MSG). Les organisations porteuses de ces projets ont bénéficié d'un accompagnement structurant piloté par ID, dans une approche de renforcement organisationnel et institutionnel, aboutissant à des plans de renforcement de capacité personnalisés et à l'organisation de 25 formations ciblées. Parallèlement, la structuration du réseau DEFI s'est intensifiée à travers un forum inter-associatif, l'adoption d'un plan d'action 2024–2030 et la mise en œuvre d'actions de plaidoyer collectives, dont une tournée européenne et la publication d'un rapport de plaidoyer. Enfin, une capitalisation a permis de recenser les bonnes pratiques, sur le renforcement de pair à pair, socle fondateur du réseau DEFI.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Cameroun, Gabon, République du Congo, République démocratique du Congo
Durée : 3 ans (juillet 2021 – juin 2024)
Budget : 678 188€
Co-demandeur : Initiative Développement (ID)
Partenaires : Actions pour la Justice, la Paix et le Développement, Association Affirmative Action Congo, Association pour la Valorisation de la Femme, Brainforest, Cœur Arc-en-Ciel, Défendre C'est Ma Vocation, Elles Cameroun, Humanity First Cameroon Plus, Humanité Pour Tous, Institut pour la Protection et l'Apprentissage des Droits, Réseau Femme Lève-toi, Institut pour la Protection et l'Apprentissage des Droits, Réseau Femme Lève-toi, Réseau Indépendant des Trans* d'Afrique Centrale, Solidarité des Femmes pour le Développement Intégral, Transigeance Action Féministe
Financeurs : Agence française de développement, Fondation de France, Service de Coopération au Développement, Sigrid Rausing Trust, Union européenne, National Endowment for Democracy (NED)



PROJET : "BUENAVENTURA"

FEMMES, ENFANTS ET JEUNES LIBRES DE VIOLENCE À BUENAVENTURA

OBJECTIF DU PROJET :

À Buenaventura, ville portuaire de Colombie fortement marquée par les conflits armés et les violences sociales, AEDH soutient depuis plusieurs années un projet structurant pour les droits humains. La phase 3 du programme, engagée depuis 2023, poursuit une approche transformatrice et communautaire auprès des femmes, des enfants et des jeunes, dans une dynamique de paix, de justice réparatrice et de renforcement du lien social.

AXES D'ACTION :

Ce projet soutient les actions communautaires menées avec les femmes, enfants et jeunes de Buenaventura autour de cinq piliers :

- Reconnaissance des droits fondamentaux
- Prévention des violences (notamment les violences basées sur le genre – VBG)
- Développement personnel, leadership et santé mentale
- Renforcement du tissu social par la transmission intergénérationnelle
- Culture de la paix, justice restaurative et valorisation de l'héritage culturel

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

En 2024, Paz y Bien a accompagné 70 enfants et jeunes, ainsi que leurs familles, sur des thématiques clés telles que la santé mentale, la santé sexuelle et reproductive, les inégalités de genre et la gestion des conflits, afin de renforcer leur rôle d'acteur-rices de changement. De son côté, Ambulua a sensibilisé 128 jeunes dans 5 écoles autour de la paix, de la prévention des violences et de l'estime de soi, tout en animant des cercles de parole intergénérationnels pour restaurer le dialogue communautaire et les liens sociaux.

FICHE TECHNIQUE

Pays : Colombie
Durée : 3 ans (août 2023 – juillet 2026)
Budget : 637 709 €
Partenaires : Centro de Formación y Empoderamiento de las mujeres – Ambulua, Fundación Paz y Bien, Terre des Hommes Suisse – Colombie, Réseau France Colombie Solidarité (RFCS), Oficina Internacional de Derechos Humanos – Acción Colombia (OIDHACO), Red EU-LAT.
Financeurs : Agence Française de Développement (AFD), Terre des Hommes Suisse – Genève, Coopération Suisse, Fondation ProFemmes.

INFORMATIONS CLÉS

- 198** enfants et jeunes accompagnés au total
- 70** jeunes et leurs familles sensibilisés à la santé mentale, sexuelle et reproductive
- 128** élèves sensibilisés dans 5 écoles de Buenaventura



PROJET : "HOPE"

HOLISTIC PROTECTION & EQUITY



Holistic Protection & Equity

OBJECTIF DU PROJET :

A travers le monde, les minorités sexuelles et de genre (MSG) subissent des discriminations systémiques, manquent de protection juridique et sociale, et sont victimes de violences récurrentes et multidimensionnelles. Ces facteurs entravent leur accès aux services, leur sécurité et leur inclusion et participation dans la société.

A partir d'une démarche holistique de protection, le projet HOPE vise à répondre à ces enjeux en renforçant les mécanismes de protection des MSG et en contribuant à la reconnaissance de leurs droits, en Afrique de l'Ouest, en Afrique Centrale et dans le Caucase. Il met en œuvre des actions durables de protection préventive et réactive, d'inclusion et de plaidoyer, en soutien direct à des initiatives locales. Le projet s'adresse à la fois aux personnes issues des MSG, ainsi qu'aux organisations et défenseur·ses engagé·es pour la protection et promotion des droits.

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

En 2024, le projet HOPE a posé ses bases opérationnelles avec la mise en place de sa gouvernance, l'élaboration d'une charte éthique du consortium, le recrutement des équipes et la création de son identité visuelle. Cette phase de lancement a été marquée par une semaine de rencontres rassemblant les membres du consortium, les partenaires techniques et financiers, et par l'organisation d'une table ronde sur la protection holistique des minorités sexuelles et de genre (MSG), réunissant défenseur·ses des droits humains, représentantes d'ONG, bailleurs, institutions et chercheur·ses. Une mission exploratoire en Afrique de l'Ouest, conduite en décembre, a permis de rencontrer des acteur·ices institutionnel·les et des OSC locales afin de préparer un appel à projets pour 2025. Parallèlement, les activités de cadrage des cartographies ont été lancées pour identifier les acteurs d'urgence et de protection ainsi que les alliées des MSG dans les trois zones d'intervention.

FICHE TECHNIQUE

Régions d'intervention : Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Caucase
Durée : 30 mois (septembre 2024 – février 2027)
Budget : 2 213 495 €
Partenaires : Cœur Arc-en-ciel, Urgence Homophobie, STOP Homophobie, Fondation Le Refuge
Co-financeur : Agence française de développement

INFORMATIONS CLÉS

- Semaine de lancement organisée en novembre 2024
- Table ronde multi-acteur·ices sur la protection des MSG
- Mission exploratoire en Afrique de l'Ouest (décembre 2024)
- Cartographie en cours des acteur·ices de protection et alliées MSG



PROJET DE SOUTIEN AU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES DÉFENSEUR·SES DE L'ENVIRONNEMENT

OBJECTIF DU PROJET :

Depuis 2023, Agir ensemble soutient activement le mandat du Rapporteur Spécial sur les défenseur·ses de l'environnement, un mécanisme unique des Nations Unies relevant de la Convention d'Aarhus. Ce mandat, confié à Michel Forst en 2022, vise à :

- Protéger les défenseur·ses de l'environnement menacés
- Promouvoir le droit de manifester pacifiquement pour l'environnement
- Alerter les États parties en cas de violations
- Fournir des recommandations concrètes pour renforcer la sécurité des militant·es environnementaux

Agir ensemble porte le projet de manière à recueillir des financements permettant la conduite de consultations, la production d'outils normatifs et le soutien direct aux actions du Rapporteur.

RÉSULTATS PHARES EN 2024 :

- Le Rapporteur a organisé 10 consultations régionales et nationales, rassemblant des défenseur·ses de l'environnement de tous horizons afin de documenter leurs témoignages et de mieux faire connaître ce mandat.
- Il a poursuivi le travail d'élaboration de lignes directrices pour accompagner les États dans l'application de leurs obligations internationales à l'égard des personnes participant à des manifestations pacifiques liées à la protection de l'environnement.
- Ces directives s'appuient notamment sur l'article 1er de la Convention d'Aarhus, qui reconnaît le droit de toute personne à vivre dans un environnement propre et sain, et sur les principes du pacte pour l'action climatique participative.
- Le mandat permet aussi à toute défenseur·se de soumettre un signalement individuel, renforçant ainsi la dimension de protection proactive.

INFORMATIONS CLÉS

- Mandat créé en 2022 sous l'égide de la Convention d'Aarhus
- 1er Rapporteur Spécial pour les défenseur·ses de l'environnement : Michel Forst
- Mandat soutenu par Agir ensemble depuis 2023
- 10 consultations régionales/nationales tenues depuis 2023
- Élaboration en 2024 de lignes directrices pour encadrer la participation aux manifestations environnementales pacifiques
- Droit pour toute personne de soumettre une plainte directement au Rapporteur
- Mandat centré sur les risques encourus par les militant·es environnementaux en Europe, Asie centrale et Caucase

NOS

ACTIONS DE PLAIDOYER EN 2024



STRATEGIE
ACTIONS
CHIFFRES

PLAIDOYER & INFLUENCE

SE MOBILISER AUPRÈS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

CONTEXTE GLOBAL : ENTRE RÉGRESSION DÉMOCRATIQUE ET MENACES BUDGÉTAIRES

Dans un contexte mondial de montée en puissance alarmante de régimes illibéraux et de coupes budgétaires sans précédent dans le financement de la solidarité internationale, Agir ensemble poursuit ses actions de plaidoyer avec détermination et dans une approche inter-associative.

TROIS AXES D'ACTIONS :



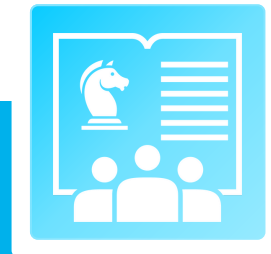
Mobilisation aux côtés des défenseur·ses des droits humains (DDH) pour porter leur voix auprès des décideur·ses et influencer les politiques publiques



Sensibilisation du grand public aux atteintes subies par les OSC, les individus et leurs biens, quel qu'en soit l'auteur (gouvernements, groupes armés, individus)



Engagement dans les réseaux internationaux dont l'association est membre, pour alerter collectivement sur la dégradation croissante du respect des droits humains



7 publications clés en 2024



2 tournées de plaidoyer internationales (Europe, Colombie)



2 cadres de concertation multi-acteurs durables

TEMPS FORTS DE PLAIDOYER EN 2024

L'année 2024 a été marquée par une série d'actions de plaidoyer structurante, articulée autour de rapports, rencontres, tournées et publications stratégiques :

Février

- Publication du rapport « Petites organisations, grands défis financiers » (RDC, Congo, Gabon, Cameroun)
- Présentation du rapport « Processus électoral en RD Congo et protection des DDH : il est urgent d'agir ! »

Mars

- Conférence dédicace à Lyon avec Justine Masika Bihamba, DDH engagée dans la lutte contre les violences sexuelles dans l'Est de la RD Congo, à l'occasion de la sortie de son livre « Femme debout face à la guerre »

Avril

- Tournée de plaidoyer européenne du réseau DEFI, dans le cadre du projet DEFI 3, avec 4 DDH du Gabon, Congo, RDC et Cameroun, et une artiste camerounaise

Septembre

- Publication du rapport « Défenseur·ses de l'environnement : Le combat pour la protection de la nature en République Démocratique du Congo »

Novembre

- Note de position sur les VBG au Gabon : « Prévention, prise en charge et accompagnement »
- Tournée de plaidoyer en Colombie sur le projet Buenaventura

Décembre

- Publication de la brochure « Comprendre la loi de protection des DDH en RDC »

Toute l'année

- Création et animation de cadres de concertation entre autorités, OSC et DDH en Côte d'Ivoire et à Madagascar

Toutes ces actions sont le fruit d'un travail collectif et traduisent la volonté d'Agir ensemble de concourir à bâtir un monde plus juste et solidaire.

NOS PERSPECTIVES EN 2025



ENTRE RÉSISTANCES ET RÉSILIENCE

L'année 2025, dès son démarrage, est marquée par l'émergence de nouveaux régimes illibéraux au sein de démocraties longtemps considérées comme stables, y compris outre atlantique. Ce que nous pensions acquis est aujourd'hui ouvertement remis en question.

Dans ce contexte, la défense des droits humains et la lutte pour le respect des conventions et traités internationaux, pourtant ratifiés par de nombreux Etats, restent un combat essentiel.

Face au repli, à la censure et à l'inaction, l'année 2025 doit donc se placer sous le signe de la résistance et du collectif. Dans un monde qui se referme de plus en plus, défendre les libertés fondamentales n'est pas seulement un acte de solidarité : c'est un impératif démocratique et un devoir de conscience.

Dans ce contexte, Agir ensemble poursuivra sa mission avec détermination.

L'association continuera de développer de nouveaux programmes pour répondre aux besoins croissants : nous continuerons à soutenir les défenseuses des droits humains, à renforcer les organisations de terrain, à interpeller les décideuses.

En parallèle, l'association poursuivra sa réorganisation interne, en privilégiant la qualité de vie au travail, essentielle pour notre équipe et in fine la qualité de nos actions.

NOS INITIATIVES 2025

Pour 2025, Agir ensemble poursuit son engagement avec la mise en oeuvre de deux nouveaux projets.

Le premier, "Dignité en détention" lancé au Gabon, cible l'un des angles morts les plus sensibles des droits humains : les conditions de détention.

Le second, "Défenseur·es" mené à l'échelle de neuf pays, vise à renforcer les mécanismes de protection des défenseuses des droits humains, là où leur liberté et leur sécurité sont gravement menacées, dans la continuité de la première phase du projet détaillée dans ce rapport.



1 - CONTEXTE DU PROJET DIGNITÉ EN DÉTENTION

Malgré certaines avancées législatives, la réalité carcérale au Gabon reste préoccupante et soulève de sérieux enjeux en matière de droits humains. Manque d'encadrement juridique, surpopulation et précarité des soins : autant de facteurs qui appellent à des actions concrètes pour renforcer la prise en compte et le respect des droits fondamentaux.

Pour y répondre, Agir ensemble lancera début 2025 un nouveau projet de deux ans, financé par l'Union européenne. Son objectif est clair : améliorer le respect effectif des droits humains en milieu carcéral.

Le projet repose sur un double levier d'action :

- Renforcer les capacités et l'impact des organisations de la société civile gabonaise, afin de structurer un réseau d'acteur·ices coordonné·es, actif·ves et reconnu·es sur ces enjeux trop souvent marginalisés ;
- Accompagner concrètement SOS Prisonniers Gabon, notre partenaire de terrain, dans le développement d'un plaidoyer solide à destination des autorités publiques.

L'association mènera également des actions de veille, d'accompagnement juridique, d'orientation et de distribution de produits de première nécessité, à Libreville et dans plusieurs provinces.



2 - CONTEXTE DE LA PHASE 2 DU PROJET DÉFENSEUR·ES

Porté par Agir ensemble et ses partenaires (avec AFCNDH, FIACAT, PDH et TLP), le projet "Défenseur·es" repose sur une approche holistique, collaborative et préventive. Il vise à mieux protéger celles et ceux qui s'engagent pour la justice, la liberté et l'égalité dans leur pays : les défenseur·es des droits humains (DDH).

À travers des actions de formation, de plaidoyer et d'accompagnement, le projet renforce durablement les capacités des organisations de la société civile, des autorités nationales et des réseaux de DDH.

Après trois années concluantes dans dix pays, une phase 2 a été proposée à l'Agence française de développement (AFD) en mars 2025. Elle vise à consolider et approfondir les actions initiées au cours de la phase , mais aussi à étendre des activités initialement concentrées au Togo, à Madagascar et en Côte d'Ivoire, à d'autres pays identifiés par les partenaires opérateurs du projet.

La géographie du projet évolue : le Burkina Faso, le Cambodge et le Liban sont écartés en raison de contraintes sécuritaires ou de l'absence de partenaires fiables. La Colombie et le Bénin rejoignent quant à eux l'initiative, dans des contextes où les besoins sont urgents et les partenaires solidement ancrés.

Le second semestre 2025 sera consacré à l'harmonisation des pratiques entre opérateurs, pour garantir une mise en œuvre cohérente et efficace dans les neuf pays concernés.



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS

VIE ASSOCIATIVE ET GOUVERNANCE

EQUAL

ÉQUIPE D'AGIR ENSEMBLE



Notre Conseil d'Administration est constitué de quinze administrateur·rices et d'un Bureau composé du Président, de la Vice-Présidente, de la Secrétaire générale et du Trésorier. Notre Assemblée Générale, qui siège une fois par an, réunit plus de soixantes adhérent·es.

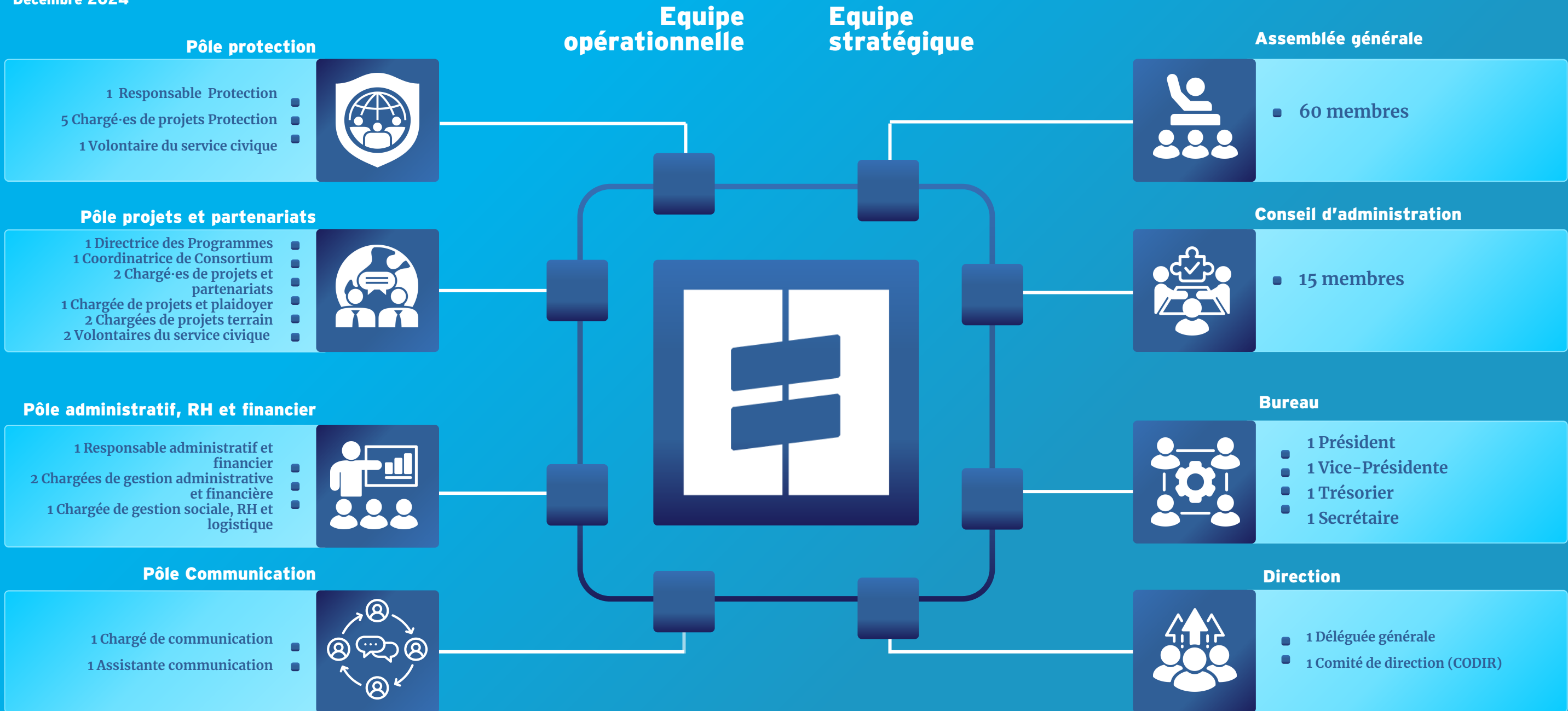
Pour mener à bien l'ensemble de ses activités, notre équipe opérationnelle est composée, en 2024, de vingt-et-un salarié·es : une Déléguée générale, une Directrice des programmes et un Directeur des programmes par interim, sept Chargées de projets et de partenariats, une Responsable protection, un Responsable administratif et financier, deux Chargées de gestion administrative et financière, une Chargée de gestion sociale, RH et logistique, une Chargée de programmes et plaidoyer, un Chargé de projets et de plaidoyer, une Coordinatrice de consortium, une Conseillère spéciale, une Assistante de projet ainsi qu'un Chargé de communication.

Ces salarié·es sont basé·es en France et effectuent régulièrement des missions à l'étranger. Ils-elles sont soutenu·es, sur le terrain, par trois volontaires de solidarité internationale et une consultante en contrat local qui travaillent en proximité avec les partenaires, en Colombie, au Gabon, et en République du Congo. Cette équipe permanente est secondée par 4 volontaires du service civique, 6 stagiaires et 11 bénévoles qui sont associé·es à la réalisation des activités.

L'organisation et le mode de travail au sein de l'équipe favorisent la cohésion ainsi que la complémentarité des compétences et des expertises. L'approche intégrée de l'égalité professionnelle fait partie intégrante de la gestion des ressources humaines au sein d'Agir ensemble. Nous encourageons les processus de mutualisation, de capitalisation, de partage des savoirs et d'expériences entre associations, en favorisant l'intelligence collective et l'apprentissage en commun.

ORGANIGRAMME

Décembre 2024



NOTRE BILAN FINANCIER 2024



PRODUITS :

Le total des produits (2 578 504 €) est en hausse par rapport à 2023 : + 337 544 €, qui proviennent du lancement du projet ACT VBG, du projet HOPE, de nouveaux financements pour le projet de soutien au rapporteur spécial des défenseur.ses de l’environnement, tels que Freedom House et la Fondation Leopold Meyer, à la continuité des projets lancés et renouvelés en 2022 et 2023 (BUENAVENTURA, RISC, DEFI, PLATEFORME DROITS DE L’HOMME, SOUTIEN AUX DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS, CITOYENNES ENGAGEES, de WPHF (Women’s Peace and Humanitarian Fund), et de PPDDH (Protection et Promotion des Défenseurs des Droits Humains) signes de satisfaction et de confiance des bailleurs.

CHARGES :

Le total des charges (2 727 995 €) est logiquement également en hausse par rapport à 2023 (+ 521 794 €), et s’explique par une forte augmentation de l’effectif de l’association ainsi que des envois de subventions aux partenaires, cœur de notre activité.

RÉSULTAT DE L’EXERCICE :

La forte hausse du total des produits, conjointe à une hausse proportionnellement supérieure des charges, ont entraîné un résultat déficitaire de 149 491 € en 2024, pris en charge par un apport de fonds propres.

FONDS PROPRES (PASSIF DU BILAN) :

Les fonds propres étaient de 551 389 € fin 2023, et s’élèvent donc fin 2024 à 401 897 €.

DISPONIBILITÉS ET PLACEMENTS (ACTIF DU BILAN) :

La somme des disponibilités sur les comptes en banque (1 690 200 €) et des placements (42 470 €) s’élève à 1 732 670 € à fin 2024, ce qui signifie que le niveau trésorerie de l’association était alors extrêmement élevé (+ 62 % par rapport à 2023).

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS AU 31/12/2024

Résultat de l'exercice 2024 : - 149 491 €
Total des fonds propres de l'association : 401 897 €
Disponibilités sur les comptes bancaires
et placements : 1 739 640 €

BAILLEURS PRINCIPAUX :

En 2024, l’Agence Française de Développement est à nouveau notre principal partenaire financier suivi par les ceux apportant les subventions pour le projet de soutien au rapporteur spécial des défenseur.ses de l’environnement, Michel Forst (Fondation FORD, Freedom House et FPH) et suivi de l’Union Européenne. A eux 3, ils représentent quasiment les trois-quarts de nos subventions. Viennent ensuite le Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas, ONU Femmes et la Fondation de France. Il faut noter que la subvention de la Fondation de France a été particulièrement précieuse puisqu’il s’agit d’une subvention de fonctionnement. Nous les remercions vivement pour l’aide financière apportée qui a permis à l’association de se développer. ONU Femmes (UN Women) a également continué à nous accorder sa confiance cette année. La Fondation américaine National Endowment for Democracy, le Secours Catholique, la Fondation Un monde par tous, la Ville et la Métropole de Lyon ainsi que Protect Defenders ont apporté des co-financements extrêmement précieux pour la réalisation des projets qui ne sont pas financés à 100 % par le bailleur principal.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE L’ANNÉE 2024 :

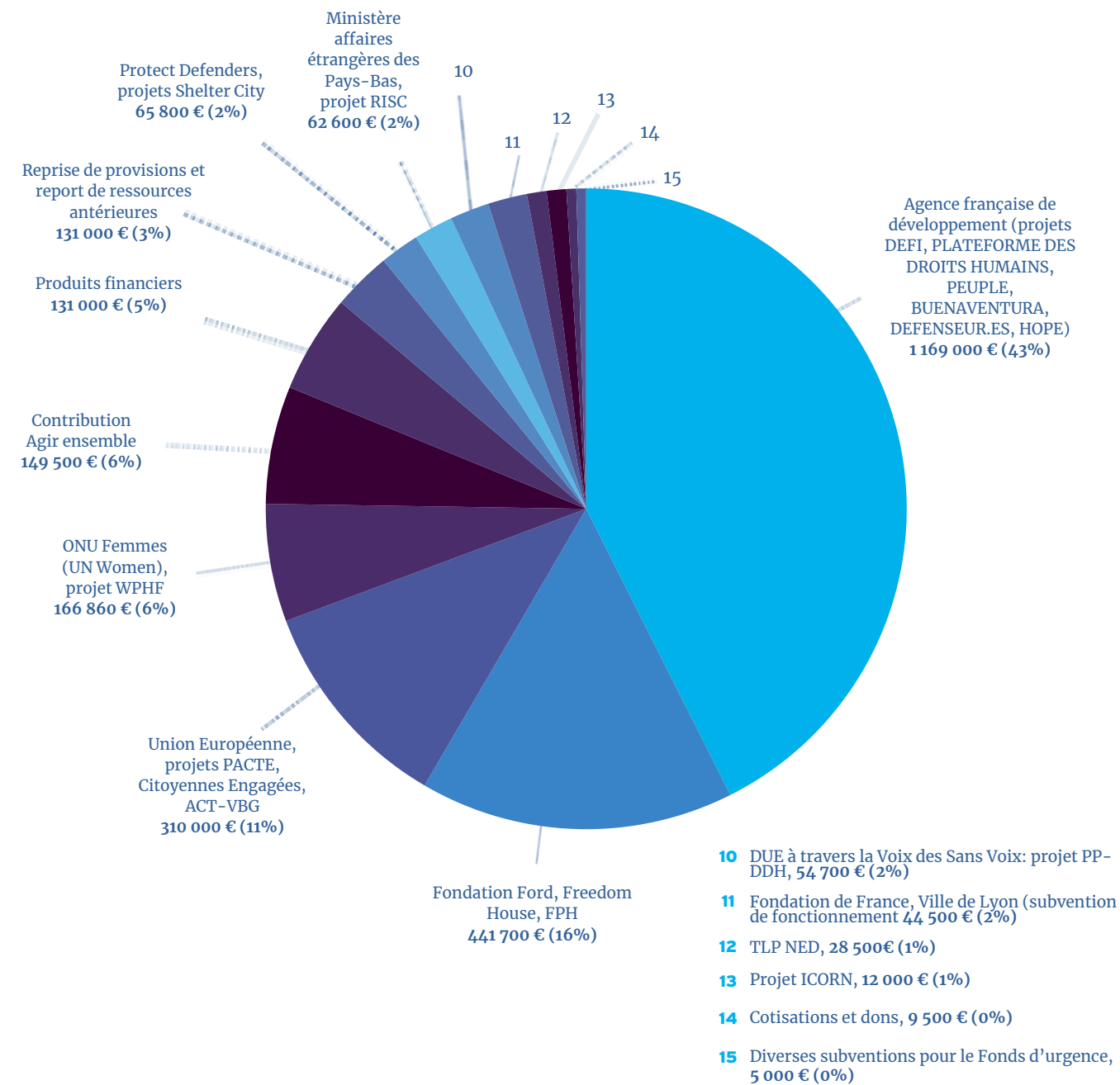
Depuis l’exercice 2020, l’association réalisait des résultats bénéficiaires misant sur le développement de son modèle économique. Il était essentiel pour la structure d’augmenter ses fonds propres qui avaient fortement diminué. Cela s’est fait au détriment du modèle social, les ressources humaines étant en deçà des besoins opérationnels (peu de salariés pour beaucoup de projets à gérer) ce qui a engendré des problématiques humaines et sociales certaines qui ont impacté le bon fonctionnement de l’association. Cela s’est certes traduit par des excédents budgétaires (112 000 € en 2021, 143 500 € en 2022 et 33 000 € en 2023), qui ont permis de reconstituer les réserves de fonds propres. Toutefois, le choix de privilégier le modèle économique au détriment du modèle social a eu des répercussions sur la qualité de vie au travail, rendant nécessaire un rééquilibrage entre ces deux dimensions. Il en a résulté une structuration et réorganisation de l’association, avec notamment la création de différents pôles, des postes de managers intermédiaires, la mise en place d’un CODIR (Comité de Direction), la rédaction d’une stratégie RH dont une fonction RH a découlé. Ces investissements organisationnels et humains, relevant dans la plupart des cas de mise en conformité, ne sont pas directement pris en charge par les projets et ont donc entraîné une charge supplémentaire. Les différents coûts indirects (autrement appelé frais administratifs) des projets permettent toutefois de les financer ainsi que les subventions de fonctionnement. Malheureusement l’année 2023 a été marquée par la perte du financement de fonctionnement du Sigrid Rausing Trust fin 2023 qui nous a contraint à puiser dans nos fonds propres en 2024 afin de permettre cette structuration. L’année 2024 se maintient sur une dynamique de fort développement de ses activités. Deux projets majeurs ont été lancés, ACT-VBG au Gabon en début d’année et le projet HOPE, le plus gros projet porté par la structure sur le dernier semestre.

- L’année marque également la fin de certains projets emblématiques :
- Le projet DEFI 3, troisième et dernière phase avec l’AFD, dont les dépenses totales supérieures au budget initial ont nécessité l’apport de fonds de la part de l’association
 - Le projet RISC, en RDC, financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas et achevé en août 2024, dont la suite ne sera probablement pas renouvelée en raison de réorientations politiques de ce pays.
 - Le projet Citoyennes Engagées, au Gabon avec la DUE, qui a également nécessité l’apport de fonds propres et dont les résultats ont permis le lancement d’ACT-VBG qui en est la suite directe.

Parmi les charges de l’année, nous retrouvons des provisions sur le projet BUENAVENTURA, placées par prudence pour anticiper d’éventuels risques de pertes lors de sa finalisation en 2026 (principalement par manque de cofinancements) ainsi que des provisions pour des dépenses afférentes à 2024 sur Citoyennes Engagées et DEFI qui seront engagées en 2025. Le montant total de ces provisions s’élève à 55 651 €. L’ensemble des coûts de cette structuration, des coûts relatifs aux projets et les provisions effectuées ont nécessité l’apport au 31/12/2024 de 149 491€ de fonds propres. L’année 2025 nécessitera peut-être à nouveau un apport de l’association, dans une moindre mesure, les deux modèles (social et économique) se rapprochant de l’équilibre. La Fondation de France, qui nous apporte un financement de fonctionnement sur 2025 va également contribuer à cet équilibre. Dans un contexte mouvant, où l’arrêt et la réduction drastique de financements de certains bailleurs (principalement américains, mais aussi européens et notamment français) mettent à mal certaines structures, Agir Ensemble a des perspectives d’équilibre budgétaire à moyen terme et compte continuer à se développer au travers de nouveaux projets.

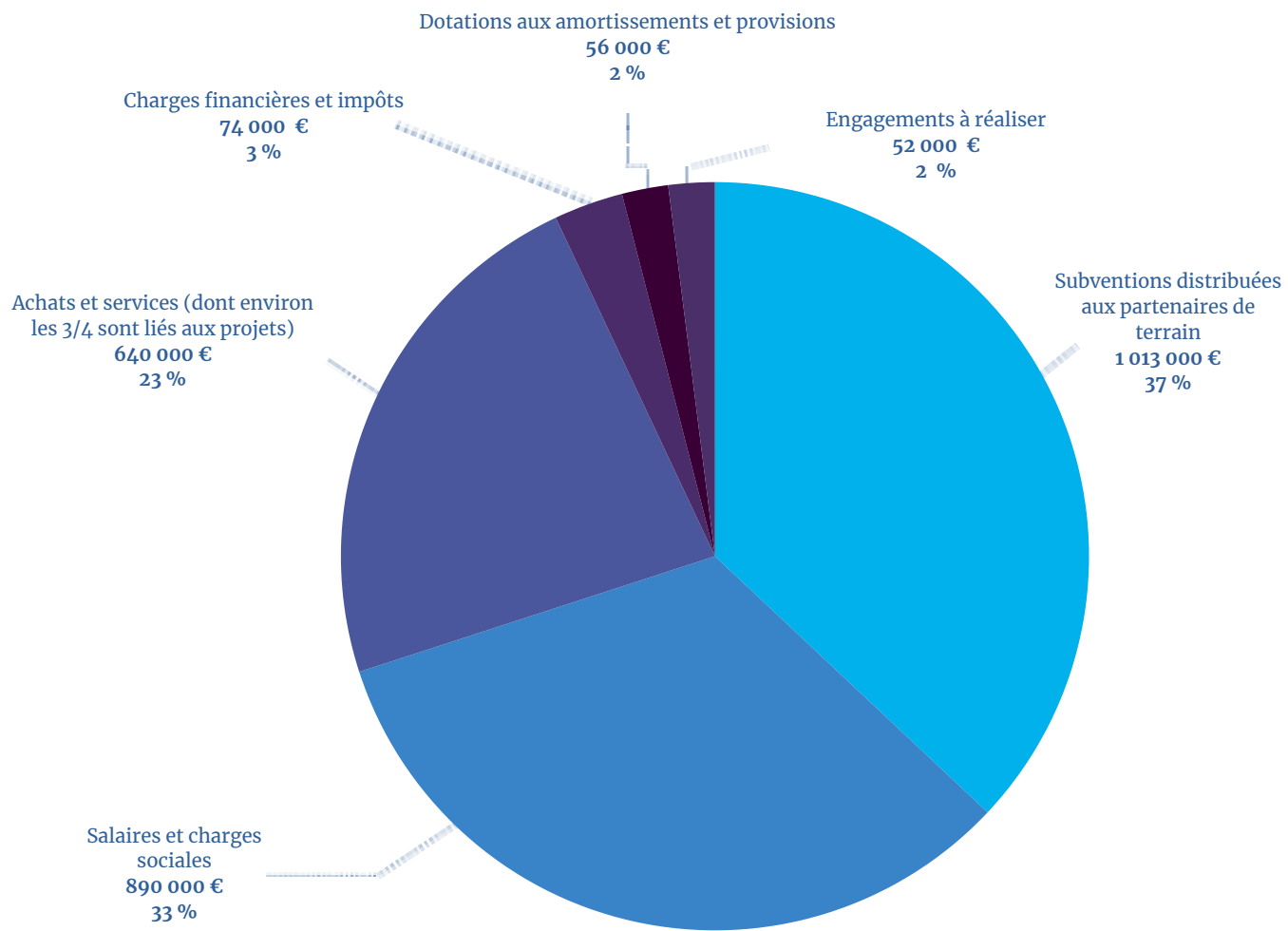
RESSOURCES DE L'ASSOCIATION EN 2024 (TOTAL 2 728 000 €)

Les montants sont arrondis au millier



CHARGES DE L'ASSOCIATION EN 2024 (TOTAL 2 728 000 €)

Les montants sont arrondis au millier



NOS ALLIÉ·ES EN 2024



NOS PARTENAIRES

Agir ensemble s'appuie sur l'expertise de ses partenaires, engagé-es sur le terrain, qui luttent contre les violations des droits humains. Ces partenaires ont noué une relation de confiance avec notre organisation, permettant une collaboration concrète menant à la réalisation de projets bénéficiant à la société civile.

Ensemble, nous construisons des projets en dépassant la relation traditionnelle de « soutien-soutenu-e ». Notre objectif est d'autonomiser ces organisations pour qu'elles puissent poursuivre leur mission et gagner en visibilité nécessaire pour agir efficacement.

- ACTION POUR LA JUSTICE LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT (AJPD-RDC) - **DEFI 3**
- ASSOCIATION AFFIRMATIVE ACTION CONGO (3AC) - **DEFI 3**
- ASSOCIATION FRANCOPHONE DES COMMISSIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (AFCNDH) - **DÉFENSEUR·ES**
- ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DE LA FEMME (AVAF) - **DEFI 3**
- BRAINFOREST - **CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3**
- CENTRO DE FORMACIÓN Y EMPODERAMIENTO DE LAS MUJERES (AMBULUA) - **BUENAVENTURA**
- CŒUR ARC-EN -CIEL - **DEFI 3 / HOPE**
- DÉFENDRE C'EST MA VOCATION (DCMV) - **DEFI 3**
- DIAKONIA - **PP-DDH**
- DEFENDDEFENDERS - **SAFETY NET**
- ELLES CAMEROUN - **DEFI 3**
- EUROMEDITERRANEAN FOUNDATION TO SUPPORT HUMAN RIGHTS DEFENDERS (EMHRF) - **SAFETY NET**
- FOYER DE DÉVELOPPEMENT POUR L'AUTOPROMOTION DES PERSONNES INDIGENTES ET EN DÉTRESSE (FDAPID) - **PP-DDH**
- FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH) - **DÉFENSEUR·ES**
- FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES ACAT (FIACAT) - **DÉFENSEUR·ES**
- FONDATION EURO-MÉDITERRANÉENNE DE SOUTIEN AUX DÉFENSEUR·E·S DES DROITS DE L'HOMME (FEMDH) - **SAFETY NET**
- FONDATION LE REFUGE - **HOPE**
- FORUM ASIA - **SAFETY NET**

- FUNDACIÓN PAZ Y BIEN - **BUENAVENTURA**
- FRONTLINE DEFENDERS - **SAFETY NET**
- GENDER EQUALITY NETWORK (GEN) - **SAFETY NET**
- HUMANITY FIRST CAMEROON PLUS - **DEFI 3**
- HUMANITÉ POUR TOUS - **DEFI 3**
- INITIATIVE DÉVELOPPEMENT - **CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3 / ACT-VBG**
- INSTITUT POUR LA PROTECTION ET L'APPRENTISSAGE DES DROITS - **DEFI 3**
- LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME - **PP-DDH**
- MADRE - **SAFETY NET**
- MINA'S LIST - **SAFETY NET**
- PLATEFORME DES DROITS HUMAINS - **DÉFENSEUR·ES**
- RÉSEAU FEMME LÈVE-TOI - **CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3 / ACT-VBG**
- RÉSEAU INDÉPENDANT DES TRANS* AFRICAINS - **DEFI 3**
- SOLIDARITE DES FEMMES POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL (SOFEDI) - **DEFI 3**
- SOS INFORMATION JURIDIQUE MULTI-SECTORIELLE (SOS-IJM) - **RISC / PP-DDH**
- STOP HOMOPHOBIE - **HOPE**
- SYNERGIE UKINGO WETU (SUWE) - **RISC**
- TOURNONS LA PAGE (TLP) - **DÉFENSEUR·ES**
- TRANSIGEANCE ACTION FÉMINISTE (TAF) - **DEFI 3**
- TERRE DES HOMMES SUISSE - **BUENAVENTURA**
- URGENCE HOMOPHOBIE - **HOPE**
- VILLE DE LYON - **LYON VILLE REFUGE**

NOS RÉSEAUX

 IOI Plateforme IOI Droits humains www.plateformedh.fr	 HRDN Human Rights & Democracy Network www.hrdn.eu	 TOURNONS LA PAGE Pour l'alternance démocratique en Afrique www.tournonslapage.org	 EU-LAT Advocacy Network Red de Incidencia www.eulatnetwork.org	 Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine المنتدى الفلسطيني للجمعية الفرنسية www.plateforme-palestine.org
 eurAC réseau européen pour l'Afrique centrale Europe–Central Africa Network (EURAC)	 EGIDES www.egides.org	 FRANCE COLOMBIE solidarités www.reseau-france-colombie.org	 CFCPI www.cfcpi.fr	 Shelter City www.sheltercity.org
 ICORN INTERNATIONAL CITIES OF REFUGE NETWORK www.icorn.org	 OMCT Réseau SOS-Torture www.omct.org	 EUTRP European Union Temporary Relocation Platform www.eutrp.eu	 ENSEMBLE POUR LA PAIX VAMOS POR LA PAZ Vamos por la paz – Ensemble pour la paix Colombie	 COMUNIDAD INTERNACIONAL EN ALERTA POR UNA COLOMBIA EN PAZ www.espaciodecooperaci.wixsite.com/boletin
 Oidhaco Oficina Internacional de Derechos Humanos - Acción Colombia www.oidhaco.org	Journalists in Distress (JID) Network www.journalistsindistress.org/	Building Responses Together (BRT)	 LA MAISON des solidarités locales & internationales www.maisondessolidarites.org	 CIVICUS www.civicus.org

NOS ACCRÉDITATIONS



Statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations-unies



Statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples



Statut consultatif auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie

NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- ACEB 71
- ADHEOS
- AFCNDH (Association francophone des Commissions Nationales des droits de l'Homme)
- AFD (Agence Française de Développement)
- APT
- Ambassade de France en République du Congo
- Ambassade France du Gabon
- Association des Jeunes Féministes d'Afrique Centrale (REJEFEMAC)
- Barreau de Lyon
- Barreau de Paris
- CCFD Terre Solidaire
- Chaire Lyonnaise des Droits Humains et Environnementaux
- Civil Rights Defenders
- Coordination Sud- FRIO
- CSO lifeline
- Egides
- Elisabeth Selbert Initiative
- Equipop
- Eurac
- EUTRP
- Fédération internationale des ACAT (FIACAT)
- Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)
- F3E
- Fondation de France
- Fondation FORD
- Fondation NED
- Fondation PRO-FEMMES
- Fondation Un Monde par Tous
- Forum réfugiés
- France Bénévolat
- Freedom House
- Front Line Defenders
- HRDN
- ICORN (International Cities of Refuge Network)
- Initiative Développement
- Institut Bioforce
- Les Amis de la Terre
- Maison des Solidarités Locales et Internationales
- Métropole de Lyon
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- MISEREOR
- Multi-Partner Trust Fund Office
- National Endowment for Democracy
- Open Society Foundations
- Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT)
- Protect Defenders
- ProtectDefenders.eu
- Red Eu Lat
- RESACOO
- SCD (Service de Coopération au Développement)
- Secours Catholique - Caritas France
- Secours Populaire Français Fédération du Rhône
- Shelter City
- Sigrid Rausing Trust (SRT)
- Solidarité Internationale LGBTI+
- Terre des Hommes Suisse
- Tournons La Page (TLP)
- UPR Info
- Union Européenne
- United Nations Development Programme (UNDP)
- Université Catholique de Lyon
- Ville de Genève
- Ville de Lyon
- Voice Global
- Women's Peace & Humanitarian Fund



AGISSEZ AVEC NOUS

1 ADHÉRER

Pour faire porter votre voix dans la lutte pour les droits humains et soutenir l'émergence d'organisations locales, devenez officiellement membre !

Être adhérente vous permettra de prendre part à notre **vie associative**, à nos **événements** et aux **prises de décision** de notre organisation.

Pour les étudiant·es, demandeur·ses d'emploi, demandeur·ses d'asile, l'adhésion est à 5€ seulement !

Pour adhérer, rendez-vous en ligne sur :



2 DONNER

En donnant à Agir ensemble pour les droits humains, vous aidez à financer nos projets. Chaque don, qu'il soit petit ou grand, fait avancer notre mission !

Il est possible de donner par un don unique, un don mensuel régulier ou par le biais d'un legs ou assurance vie.

Suite à votre don un reçu fiscal vous sera adressé. Celui-ci vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôts de 66% du montant de votre don dans la limite de 20% de vos revenus imposables.

Pour donner, via la plateforme en ligne HelloAsso :



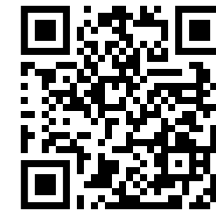
3 S'ABONNER

En tant qu'abonné·e, vous serez parmi les premières à être informée de nos événements : conférences, webinaires, ateliers ou rencontres.

Il vous suffit d'ajouter votre adresse e-mail dans la section dédiée, sur la page d'accueil de notre site internet.

Vous pouvez également nous suivre, aimer, commenter et partager nos publications sur les réseaux sociaux.

EQUAL - la newsletter d'Agir ensemble :







NOUS CONTACTER :



communication@aedh.org

**CHACUN·E
PEUT AGIR
POUR
PROTÉGER
LES DDH !**

